**Rapport de l’Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l’orientation sexuelle et l’identité de genre**

**Appel à contribution au travers de consultations en ligne**

**25 et 26 février (une en anglais une en français); pour les zones horaires allant de Londres à Hong Kong**

**6 et 7 mars (une en anglais une en espagnol); pour les zones horaires allant d’Alaska à Rio**

**L’enregistrement est obligatoire**

Conformément à mon mandat d'Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et selon la résolution 32/2 du Conseil des droits de l'homme, j'ai l'intention de présenter un rapport thématique à la 41ème session du Conseil des droits de l'homme qui traite de la question des données comme moyen de rendre visible et sensibiliser à la violence et à la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et qui discutera des incidences des activités de l'État liées à la collecte d'informations sur la violence et la discrimination fondées sur l’orientation sexuelle et identité de genre sur les droits de l'homme.

Mon rapport traitera des types de données utiles pour évaluer la violence et la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre; identifiera les données déjà collectées, par qui et dans quel but; soulignera les garanties principales en matière de droits de l'homme à prendre en compte lors de la collecte et de l'utilisation de données; et formulera des recommandations aux États et aux autres parties prenantes.

**Contexte**

Les préjugés sociaux et la criminalisation conduisent à la marginalisation et à l'exclusion des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles ou trans et non-conformistes (LGBT) des services essentiels, notamment en matière de santé, éducation, emploi, logement et accès à la justice.[[1]](#footnote-1)

En mai 2018, [un groupe d'experts des Nations Unies et d'experts internationaux](https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23092&LangID=F) en matière de droits de l'homme s'est inquiété de ce que les personnes LGBT soient effectivement laissées de côté. Ils ont noté que « les engagements de la communauté internationale en matière de développement, qui s’inscrivent dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD), exigent qu'une attention immédiate soit accordée à l'exclusion systématique de ces groupes, communautés et populations: pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte, des mesures doivent être prises pour faire tomber les barrières systématiques qui excluent les personnes LGBT des avantages du programme de développement.» Dans ce contexte, les experts ont souligné que de telles actions reposeraient entre autres sur la disponibilité des données et sur la garantie que la collecte et la gestion de données ventilées soient mises en œuvre dans le strict respect des normes des droits de l'homme.

Actuellement, cependant, il existe une grave lacune dans les données disponibles pour capturer les réalités vécues par les personnes LGBT. Les préjugés sociaux et la criminalisation peuvent entraîner une absence de signalement ou une sous-déclaration de la violence et de la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et peuvent affecter gravement les efforts de collecte de données, qui contribuerait à démontrer l’ampleur des problèmes auxquels la population LGBT doit faire face et les besoins en matière de politiques publiques et législatifs à cet égard. De même, la négation, par certains États, de l'existence de violences et de discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ou même de la présence de personnes LGBT sur leur territoire entraîne un manque sérieux de données. La collecte de données est cruciale pour créer de la visibilité et constituer une base de connaissances solides sur les violations des droits de l'homme et les réponses possibles, dissiper les mythes et les stéréotypes qui alimentent la stigmatisation et la discrimination, et pour aider les décideurs politiques et les défenseurs à formuler des mesures sur le plan de la santé et de l’éducation, de l’inclusion dans la sphère civique et politique, de lutte contre la discrimination, de la prévention des violations et de l’accès à la justice.

Ces dernières années, certains États, des organismes de défense des droits de l'homme régionaux et des institutions multilatérales, telles que les Nations Unies, ont entrepris des efforts pour accroître le niveau de connaissance sur les personnes LGBT ainsi que sur la discrimination et la violence auxquelles elles sont confrontées. De plus, les gouvernements intègrent de plus en plus des aspects relatifs à l’orientation sexuelle et au genre dans la collecte ordinaire de données effectuée dans le cadre de leurs fonctions administratives. Cet intérêt pour la collecte de données a été motivé par plusieurs facteurs, notamment une préoccupation accrue des États pour les droits de l’homme des personnes LGBT, un appel à la désagrégation des données dans le cadre du Programme 2030 (résolution A/RES/70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies), l'élaboration d'un nouvel [indice d'inclusion des personnes LGBTI](http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/608921536847788293/A-Set-of-Proposed-Indicators-for-the-LGBTI-Inclusion-Index) et l'articulation d'une [approche des données fondée sur les droits de l'homme](https://www.ohchr.org/Documents/Issues/HRIndicators/GuidanceNoteonApproachtoData.pdf) par le Haut-Commissaire aux droits de l’homme. En outre, en 2018, la [Commission mondiale sur le VIH et le droit](https://hivlawcomhttps:/hivlawcommission.org/wp-content/uploads/2019/01/Hiv-and-the-Law-supplement_2018_FR_Final.pdfmission.org/supplement/) a complété son rapport de 2012 pour traiter des nouveaux développements dans ce domaine et a notamment identifié la collecte de données et la sécurité comme un sujet de préoccupation. La Commission a recommandé aux gouvernements de mettre en place des protections légales pour protéger la vie privée dans les médias sociaux, la santé numérique, les dossiers de santé en ligne et les communications avec les fournisseurs. La Commission a en outre recommandé aux gouvernements d’interdire l’utilisation non consentie de données personnelles stockées ou recueillies à l’aide d’un outil numérique, notamment les données relatives à la santé génésique et sexuelle, par les forces de l’ordre ou des entités privées.

Les efforts précités comportent des avantages et des risques pour les droits de l’homme des personnes LGBT. Des données sont nécessaires pour comprendre la nature et l'ampleur de la violence et de la discrimination à l'égard des personnes LGBT, dissiper les mythes et les stéréotypes qui alimentent la stigmatisation et la discrimination et pour aider à la formulation de mesures étatiques intégrant les communautés concernées. Parallèlement, toute tentative de collecte de données sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre suscite des préoccupations concernant la vie privée, l'identité, l'autodétermination et la sécurité. Toutes informations sur la sexualité et le genre d’un individu continuent d’être très stigmatisantes. Les personnes LGBT restent vulnérables aux risques liés à la collecte, à la maintenance et à l'utilisation des données. Dans les pays où les relations entre personnes de même sexe sont criminalisées, où des lois et politiques sont utilisées pour discriminer les personnes LGBT, ou dans lesquels les préjugés et la stigmatisation sont omniprésents, la probabilité que les victimes osent signaler des abus est très faible, que ce soit par crainte de faire l’objet de poursuites, d’être stigmatisées, de subir des représailles ou de nouveaux abus, d’être « dévoilées », ou par manque de confiance. Même dans des cadres progressistes, la crainte d’un recul peut dissuader les victimes de porter plainte. En outre, il n’existe actuellement aucune définition, ni système de classification international, accepté au niveau mondial, qui permettrait d’obtenir des données comparables au plan international entre les sous-populations en fonction de l’orientation sexuelle et de l’identité de genre.

**Appel à contribution**

Dans le cadre de la préparation de mon rapport, je sollicite les points de vue et les contributions de toutes les parties prenantes (États membres, organisations de la société civile, institutions nationales des droits de l'homme, agences des Nations Unies, institutions régionales, sociétés privées, etc.) et je vous invite à fournir des informations en réponse aux questions suivantes:

1. Quels sont les efforts entrepris par les États pour améliorer leur connaissance sur la population LGBT ? Et plus particulièrement, est-ce que des questions sur l’orientation sexuelle et l’identité de genre sont incluses dans les enquêtes gouvernementales (recensement, enquêtes nationales de santé, enquêtes sur le revenu et les conditions de vie ou autres enquêtes financées ou mandatées par l’État) ou dans des dossiers administratifs (par exemple, certificats de naissance / registres de naissance, cartes d'identité, dossiers scolaires, licences professionnelles, registres de sécurité sociale et de prestations publiques et autres documents gouvernementaux) ?
2. Quels types de données le gouvernement peut-il collecter pour comprendre la nature et l’ampleur de la violence (par exemple, à travers des statistiques sur les crimes motivés par la haine et le discours de haine LGBT), la discrimination et les disparités en matière de santé, d’éducation, de travail, de participation civique et autres domaines importantes ?
3. Quelles sont les garanties en place et nécessaires pour protéger les droits fondamentaux des personnes fournissant des données à caractère personnel ainsi que des personnes qui collectent ces données Cette question comprend les éléments suivants:
	1. Garanties visant à protéger la vie privée des personnes fournissant des données sur leur orientation sexuelle / identité de genre et la confidentialité des données fournies par ces personnes.
	2. Règles statutaires ou politiques administratives plus larges pour assurer la transparence et la responsabilité des institutions gouvernementales telles que les organismes de statistique.
4. Quels sont les risques associés à la collecte et à la gestion de données sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et les initiatives prises pour les surmonter?
5. Existe-t-il des circonstances dans lesquelles la collecte de données serait mal avisée, par exemple dans les pays où les relations entre personnes de même sexe sont criminalisées ou lorsque le traitement des questions relatives à l’orientation sexuelle ou l’identité de genre par des agences gouvernementales a été source de préoccupations ?
6. Lorsque les États participent à la collecte de données, dans quelle mesure la société civile est-elle en mesure de participer de manière significative à la conception et à la mise en œuvre de ces programme ? Cette question comprend les éléments suivants:
	1. Est-ce que les États ont des politiques qui guident le processus de participation de la société civile aux programmes statistiques nationaux et aux autres efforts déployés par les États pour accroître les connaissances sur les populations LGBT?
	2. La société civile a-t-elle la capacité, en termes d'expertise et de connaissances techniques, de participer utilement aux efforts de l'État en matière de collecte de données?
	3. Qu'est-ce qui constitue une participation significative dans ce domaine?
7. L'absence d'un système de classification mondial comporte-t-elle un risque que les données ne soient pas utiles pour des comparaisons internationales ou ne reflètent pas précisément les identités et les réalités vécues par les populations locales ?

**Consultations en ligne**

Afin de faciliter la participation des personnes dans toutes les régions du monde, j'organise une série de consultations en ligne dans plusieurs fuseaux horaires et dans plusieurs langues. Les participants à ces consultations auront l'occasion de présenter des commentaires oraux en réponse aux questions ci-dessus.

L'inscription est obligatoire car le nombre de places à chaque consultation est limité. Pour vous inscrire, veuillez sélectionner le lien d'inscription correspondant à la consultation à laquelle vous aimeriez participer. Les derniers détails concernant la consultation (temps de parole pour chaque intervenant, numéros de téléphone locaux et liens Internet) vous seront envoyés par courriel la veille de l'appel.

Lors de votre inscription, il vous sera demandé d'indiquer si vous souhaitez présenter des contributions orales. Dans l'éventualité où le nombre de personnes inscrites dépasserait la limite du nombre de personnes pouvant participer à chaque consultation, la priorité sera accordée à celles qui ont indiqué leur désir de présenter des observations orales. Nous informerons également chaque personne du temps qui lui est alloué en fonction du nombre de personnes souhaitant apporter leur contribution.

Chaque consultation sera enregistrée. Les enregistrements seront disponibles auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour tous ceux qui en feront la demande. Si vous souhaitez fournir des commentaires confidentiels, veuillez consulter les instructions ci-dessous pour obtenir d'autres possibilités de contributions. L'heure et la date de chaque consultation en ligne sont les suivantes.

Vous pouvez vous inscrire à n'importe quel appel, peu importe où vous vous trouvez ;

**Consultation #1** **(anglais)**

**25 février**

**Europe/Asia/**

**Oceania**

* Genève/CPH, 18h00
* Delhi, 10:30
* Hong Kong, 13h00
* Sydney, 16h00
* Apia, 19h00

[Enregistrement.](https://zoom.us/meeting/register/0cb12d022fc5648934538d7d4481ef37)

**Consultation #2 (français)**

**26 février**

**Quebec/Caraïbes/Europe/Africa**

* Guyana, 11h00
* Dakar, 15h00
* Lagos/Paris 16h00
* Genève/CPH 16h00

[Enregistrement.](https://zoom.us/meeting/register/2af814f74d9e448066858a512be5123a)

**Consultation #3 (anglais)**

**6 mars**

**Caraïbes/Americas/Europe/Africa**

* New York, 10h00
* Londres, 15h00
* Genève/Copenhagen 16h00
* Nairobi/Istanbul  18h00

[Enregistrement](https://zoom.us/meeting/register/0a0b4594dc10d49a7c24e00bf0acd2b8)

**Consultation #4 (espagnol)**

**7 mars**

**Americas/Caraibes**

* Mexico City, 11h00
* Bogota, midi
* Rio, 14h00
* Genève/CHP 18h00

[Enregistrement](https://zoom.us/meeting/register/773ff65123ef38e1dc2040ba88984b7b)

**Possibilités supplémentaires de participation**

En plus ou au lieu de participer aux consultations en ligne, vous pouvez fournir des réponses écrites aux questions ci-dessus en anglais, en français ou en espagnol, et en format Word. Veuillez noter que si vous souhaitez que vos soumissions restent confidentielles, vous devez en faire la demande expresse dans votre soumission, faute de quoi les informations reçues pourront être référencées dans le rapport.

Je serais particulièrement reconnaissant de recevoir les informations demandées dans les meilleurs délais, et de préférence avant le 15 mars 2019. Les réponses peuvent être adressées à l'Expert indépendant au travers du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et peuvent être envoyées par courrier électronique (ie-sogi@ohchr.org).

**Questions/clarifications**

Si vous avez des questions ou besoin de précisions, n'hésitez pas à demander à votre bureau de me contacter par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Mme Catherine de Preux De Baets, téléphone: 022 917 93 27, email: cdepreuxdebaets@ohchr.org ou Mme Alice Ochsenbein, téléphone: 022 917 32 98, aochsenbein@ohchr.org).

Meilleures salutations,



Victor Borloz-Madrigal

Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l’orientation sexuelle et l’identité de genre

1. Rapport de l’expert indépendant présenté au Conseil des droits de l’homme, (A/HRC/38/43), 2018. [↑](#footnote-ref-1)